

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

Octobre 1966 - 4^{me} Année - N° 36

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.

Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB

Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou B.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

L'ESCALADE AU VIETNAM

Misère de la torture et de la raison

Le monde bourgeois est mal à l'aise. C'est que la guerre du Vietnam dénonce avec un éclat de plus en plus insoutenable le mensonge colossal sur lequel il tente d'asseoir, depuis plus de vingt ans, sa tentative désespérée de conservation d'un régime économique et social qui a fait son temps.

L'affirmation selon laquelle la responsabilité de la seconde guerre mondiale et de ses horreurs revient uniquement à la « barbarie fasciste » hitlérienne et au « militarisme » japonais, et qu'avec la défaite des puissances de l'Axe et la victoire des grandes démocraties occidentales s'est ouverte, pour tous les peuples du monde, une ère de paix, de liberté, de fraternité, de progrès et de bonheur n'a pas résisté à la confrontation avec les faits. Au cours de la guerre déjà, les Alliés ont utilisé, abondamment, les mêmes méthodes de destruction massive des populations et des richesses que leurs adversaires. A la fin, avec Hiroshima et Nagasaki, les "bandits fascistes" ont été nettement surclassés par les « justiciers démocrates ». Depuis la victoire des Nations Unies l'histoire mondiale est tout entière contenue dans des épisodes sanglants — tentatives de reconquête coloniale ou longues guerres de libération nationale (première guerre du Vietnam, Corée, Algérie, Suez...) ; insurrections écrasées impitoyablement (Malaisie, Guatemala, Kenya, Hongrie, Congo, Indonésie) ; heurts locaux innombrables (Moyen-Orient, monde indien, etc...) — dans le triomphe de la ségrégation raciste, dans la misère toujours plus profonde des pays sous-développés, dans une course aux armements « classiques » et atomiques toujours plus rapide, et enfin, pour couronner ce chef-d'œuvre d'ordre et d'harmonie progressistes, dans l'extermina-

tion lente et progressive de tout un peuple au moyen d'une "escalade" tout aussi méthodique et scientifique que le travail des médecins des camps de mort nazis, mais à l'échelle d'un pays entier, au nom de la défense de la Liberté et par la puissance écrasante de son champion universel, la grande démocratie américaine.

On comprend que devant un tel bilan et un tel spectacle, un journaliste bourgeois puisse écrire (*Le Monde* du 15 septembre) : « Le monde entier peut-il continuer indéfiniment à assister à cette escalade, supplice infligé à un peuple entier parce que ses dirigeants refusent de céder ? Ce cas de torture gigantesque et sans précédent peut-il se prolonger encore sans que quelqu'un tente d'en appeler à la raison du tortionnaire tout-puissant ? ». Et ce journaliste de se féliciter de l'appel à la Raison universelle lancé par notre grand décolonisateur breveté, héros de Brazzaville, Conakry, Alger et Djibouti. Depuis, deux autres appels solennels à la vieille grue métaphysique du siècle des Lumières ont retenti dans le monde : celui du secrétaire général de l'O.N.U., « représentant de la communauté internationale des nations », conscience politique du monde bourgeois ; celui du Pape, chef de l'Eglise romaine, qui en est la conscience morale. Malheureusement pour notre brave publiciste bourgeois, qui veut conserver le capitalisme tout en en supprimant les horreurs, la raison n'a rien à faire dans cette galère. Non parce que cette guerre serait absurde, comme beaucoup le disent et le pensent ; il n'est rien d'absurde, pas même l'imbécillité bourgeoise. Mais parce que si les forces gigantesques en action dans ce conflit inexplicable ne peuvent être vaincues par l'Héroïsme ou soumises par la Torture, elles ne peuvent d'avanta-

ge être jugulées par une simple intervention de l'intelligence et de la bonne volonté, de la Raison.

Si l'on veut comprendre pourquoi, c'est-à-dire pourquoi la guerre fait rage au Vietnam et pourquoi elle est si atroce, il faut évidemment en chercher les causes. Pas à la manière des historiens bourgeois qui veulent établir comment elle a éclaté : « qui a commencé ? » (comme à l'école maternelle), « qui a, oui ou non, violé les accords de Genève ? » ; « qui est l'agresseur ? » ; qui veulent savoir pourquoi elle dure, si c'est à cause de « l'intransigeance de Hanoï et de Pékin » ou de « la volonté de puissance des faucons de Washington et des militaires du Pentagone ».

Une bonne méthode pour connaître les causes « profondes » d'une guerre, c'est d'interroger les traités de paix qui y ont mis fin. De la même façon que le traité de Versailles révèle sans aucun doute possible les causes de la première guerre impérialiste mondiale, les accords de Yalta et de Potsdam livrent sans ambiguïté les causes de la seconde. Lorsque la guerre est en cours, il est bon de prêter attention aux « propositions de paix », nom que la diplomatie donne au camouflage des « buts de guerre ». Ainsi, le 7 avril 1965, à Baltimore, Johnson proposait à Hanoï des « négociations sans conditions », assortissant son offre d'une proposition de un milliard de dollars pour la péninsule indochinoise. Le journaliste qui rappelle ces faits ajoute : « On n'aurait pu imaginer une plus grande méconnaissance de la psychologie vietnamienne ». Nous dirons, nous, qu'il est difficile d'imaginer chez un journaliste bourgeois une plus grande ignorance des raisons fondamentales de

(Suite en page 2)

Révolution culturelle ou révolution sociale ?

TOUTE la presse bien-pensante, au premier rang de laquelle se place aujourd'hui la presse de Moscou, s'est répandue en indignation et en sarcasmes devant les "excès" de la révolution culturelle en Chine. Il est vrai que depuis longtemps la Russie "socialiste" ne ferme plus d'églises, ne pourchasse plus les amateurs de jazz, de peinture moderne et de modes occidentales : la production nationale s'est attachée elle-même à satisfaire la demande. Et les droujiny de quartier, qui veillent sur les bonnes mœurs, se contentent de réprimer les dérangements trop voyants de l'immoralisme bourgeois.

Les « gardes rouges » ont opposé à cette morale des dix commandements une arrogance qui devait choquer le conformisme international. Détruire à coups de marteau les chefs-d'œuvre des musées de Pékin, interdire Beethoven et Tchaïkovsky, badigeonner à la chaux d'antiques fresques, briser des disques, brûler des livres, donner la bastonnade aux individus qui ont gardé ne fût-ce que l'apparence du "vieux monde", c'est là un crime contre le

"Bon-Sens" et la "Civilisation". Dans cette société où les réformistes voudraient que toutes les révolutions soient "culturelles" c'est-à-dire pacifiques et respectueuses du passé, l'on a oublié les incendies de la Commune et la farouche détermination de la lutte des classes : « Les fédérés veulent bien donner leur vie, mais sous les ruines de Paris. Et déjà l'incendie se déploie ; on brûle pour arrêter l'ennemi, pour punir les francs-tireurs de l'ordre qui ajustent les communards depuis leur fenêtre. On brûle les monuments publics, comme on a abattu la colonne Vendôme ; la colère des fédérés s'acharne contre des symboles, contre des édifices, qui représentent des institutions. Ils brûlent en effigie cette société qui va les écraser » (C. Talès « La Commune de 1871 »).

M. Thiers ne pouvait que fuir les incendiaires ; nous ne pouvons que revendiquer leur « crime » suprême. L'on ne va pas à la révolution sociale comme à une soirée de gala. Or, la colère des « gardes rouges » s'est justement arrêtée devant les symboles, elle a respecté les institutions. La Commune avait abattu la colonne Vendôme, symbole des victoires napoléoniennes dont se drapait le patriotisme bourgeois. A Canton les « gardes rouges » ont défendu la statue de Sun Yat-sen contre ceux qui voulaient renverser de son piédestal le « père de la révolution » et le fondateur de la Patrie. Canton vénéra ce que Paris avait brûlé ! C'est avec la violence du désespoir qu'ont agi les incendiaires de la Commune. La violence des « gardes rouges » est une violence organisée : une harangue de Mao Tsé-toung, leur « chef suprême », suffit à les persuader de retourner dans leurs villages et dans leurs usines afin d'y poursuivre le mou-

(Suite en page 3).

Réunions de sympathisants et lecteurs

A MARSEILLE

Nos réunions mensuelles de sympathisants du parti et de lecteurs du journal forment un cycle d'exposés dont nous rappelons ci-dessous les grandes lignes :

• CAPITALISME ET COMMUNISME :

La critique marxiste de la société capitaliste.
Qu'est-ce que le communisme ?

• LES ENSEIGNEMENTS DE LA REVOLUTION RUSSE :

1905 : Menchevisme et Bolchevisme.
La victoire d'octobre 1917.
Les premières années de la dictature du prolétariat.
La dégénérescence de la révolution russe.

• LA GAUCHE COMMUNISTE ET LA TROISIEME INTERNATIONALE

• MARXISME ET IMPERIALISME

• LA LUTTE DES CLASSES EN EUROPE

ENTRE LES DEUX GUERRES :

Allemagne et Hongrie.
Espagne.

• LA LUTTE DES CLASSES EN CHINE.

La prochaine de ces réunions se tiendra le samedi 29 octobre, à 20 h. 30, au siège du journal, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage), et aura pour thème :

QU'EST-CE QUE LE COMMUNISME ?

LECTEURS ET SYMPATHISANTS SONT CORDIALEMENT INVITES A Y PARTICIPER

Les mensonges de la "Pravda" et les vérités de Lénine

Vingt six ans de stalinisme et treize de sous-stalinisme n'ont pas passé en vain : la « Pravda », née au temps de Lénine comme le journal "de la vérité" est devenue la plus impudente fabrique de mensonges de la terre.

Son attitude de spectateur olympien du conflit vietnamien ne pouvant manquer d'attirer à l'U.R.S.S. des critiques venues de l'extérieur, et probablement aussi de l'intérieur, la « Pravda » y répond en se lançant dans une nouvelle falsification de l'œuvre de Lénine. Ainsi lui fait-elle dire que le meilleur moyen d'aider "les forces révolutionnaires et les mouvements de libération dans le monde entier" consiste à "construire le communisme en rendant l'Union soviétique plus forte, économiquement et socialement, et en renforçant tout le camp socialiste" (article de J. Arbatev du 7-9). Dans son mausolée, Lénine se tait ; autour de son cadavre transformé en "icône inoffensive" par Staline, s'agitent les ignobles colporteurs de ce "socialisme" de pacotille.

★

Une longue expérience lui ayant appris que parmi toutes les dées-

ses de la culture, l'histoire est la plus facile à violenter, la "Pravda" écrit donc tranquillement que le problème « du type d'aide à apporter par le prolétariat au pouvoir aux mouvements révolutionnaires des autres pays s'est posé tout de suite après la révolution d'octobre. Sur cette question s'opposèrent alors Lénine et les léninistes, d'une part, et, de l'autre, les communistes de droite d'abord, les trotskystes ensuite avec leurs propositions "aventuristes" sur la "guerre révolutionnaire" contre la bourgeoisie mondiale ». Lénine triompha et, toujours selon la "Pravda", son "choix" s'imposa : édifier le communisme en U.R.S.S. comme seule aide concrète possible aux prolétaires en lutte dans le reste du monde. La "Pravda" réussit ainsi le tour de force d'édifier un véritable Himalaya de mensonge en quelques lignes.

La question de la guerre révolutionnaire — en admettant pour un instant que tout le problème de l'"aide" aux prolétaires en lutte dans d'autres pays se soit jamais réduit à cela, même pour une fraction des bolcheviks — ne s'est pas posée pour la première fois après

la révolution d'octobre. En mettant même de côté Marx et Engels, ce fut précisément Lénine qui posa la question en 1915 et en 1916. Laissons parler les textes. Article **Sur le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe** (1915) : « Le prolétariat victorieux de ce pays (où la classe ouvrière a pris le pouvoir, N. d. R.), — se dresserait contre le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes exploiteuses et leurs Etats » (œuvres complètes, tome 21, p. 355). Article **Le programme militaire de la révolution prolétarienne** (1916) : La victoire révolutionnaire dans un seul pays « donnera lieu non seulement à des difficultés, mais à une tendance directe de la bourgeoisie des autres pays à écraser le prolétariat victorieux de l'Etat socialiste. Dans ce cas, la guerre de notre côté sera légitime et juste. Ce serait une guerre pour le socialisme, pour l'émancipation des autres peuples du joug de la bourgeoisie » (œuvres choisies 1946, p. 886)

(Suite en page 4)

(Suite de la première page)

la politique américaine, de la nature essentielle de l'impérialisme américain.

Cette proposition fournit d'ailleurs une excellente réponse aux héritiers du volontarisme stalinien qui disent que les Américains (ou au moins une partie de leurs « cercles dirigeants ») « veulent » la guerre.

Les Américains ne veulent pas la guerre, qui n'est qu'un moyen, mais ils ont impérieusement besoin d'un champ d'expansion pour leur capital financier, d'un marché toujours plus vaste pour leurs marchandises et leurs capitaux. Ce qu'ils « veulent », c'est la soumission non seulement du Vietnam, mais de l'ensemble du Tiers Monde, à l'ensemble des intérêts du capital financier mondial, dont ils sont le gendarme et, partant, le principal profiteur.

La guerre qu'ils font au Vietnam est, en dépit des chantages progressistes de la décolonisation d'après-guerre, une guerre coloniale comme les autres avec tous les caractères que ce type de guerre porte en lui, depuis toujours, depuis les expéditions des conquistadores espagnols en Amérique centrale, des colons américains à la conquête de l'Ouest, des Français en Algérie, des Anglais au Transvaal... Mais ce qui rend cette guerre particulièrement atroce, c'est son acharnement sans précédent. Et ce qui la rend particulièrement acharnée ce sont, non pas les qualités d'héroïsme propre au peuple vietnamien et de froide inhumanité spécifique de l'impérialisme américain, mais toute une série de conditions historiques qui tiennent au fait que le mode de production capitaliste a épuisé ses possibilités, que la société capitaliste est entrée dans sa phase d'agonie.

**

La « décolonisation » n'a été qu'un repartage du monde, plus ou moins amiable, aux dépens des véritables vaincus de la guerre, Hollande, Belgique, France et même Grande-Bretagne et au profit, non de l'« agresseur » allemand et japonais, mais du combattant de la dernière heure, le « libérateur » américain. Il est normal que le mouvement de libération nationale indochinoise ait cru pouvoir profiter de la défaite de la France, puis du Japon, pour obtenir l'indépendance du Vietnam. Mais lorsque ses dirigeants signèrent, en 1954, à Genève, sous la menace américaine et sous la pression conjuguée des Russes et des Chinois, les fameux « accords », c'était un petit Yalta qu'ils acceptaient (voir à ce sujet « Le Proletaire », n° 23 et « La fin d'une guerre » de Lacouture et Devillers). Quoique petit, cet accord ne pouvait pas plus être remis en question que le grand : la décolonisation était terminée.

Au début du siècle, quand l'impérialisme était jeune, les limites des sphères d'influence étaient floues. Mais comme tout organisme vieillissant, il s'ossifie : aujourd'hui on coupe les vaincus en deux, par des barbelés, des murs ou des parallèles. Hanoï l'a certainement compris, et la reprise de la lutte au sud fut bien un phénomène spontané et incoercible.

Il lui était pourtant impossible d'admettre, après avoir tant lutté, la passation de pouvoirs au capital américain à Saigon et son intervention armée toujours plus puissante. La terrible logique des combats a fait le reste : quand le Vietnam craquera, ce ne sera pas moralement, mais physiquement.

Pourtant, c'est du côté américain que l'acharnement est de loin le plus grand. C'est de ce côté que la nécessité de faire la guerre est la plus impérieuse, et la possibilité de la gagner la plus forte. Nécessité, parce que le rythme soutenu de la croissance économique, accéléré ces dernières années par la généralisation de l'automatisation et de l'ordination, engendre un besoin aigu de zones d'investissements de capitaux. L'Amérique est talonnée par la crainte de la crise, et en bonne logique impérialiste tout ce

L'escalade au Vietnam

qui peut être occupé doit l'être : toute l'Indochine (Vietnam, Laos, Cambodge, Thaïlande), tout ce qui peut demain être occupé par un autre, et ici c'est le futur concurrent impérialiste, la Chine, qui est visé, comme il l'était déjà en 1950 en Corée. Déjà le Vietnam n'est plus qu'une base contre la Chine, le seul pays qui ait réussi, mais à quel prix ! sa décolonisation, et dont la rupture avec le marché mondial a aggravé les contradictions de l'impérialisme, avant d'en provoquer, par son retour, une exacerbation fantastique. L'Amérique doit vaincre au Vietnam, et aucune protestation contre la Torture ne peut rien contre cette nécessité.

Et l'Amérique peut vaincre. Non seulement parce qu'elle dispose d'une puissance militaire gigantesque, de la docilité d'un peuple nourri d'une tradition essentiellement colonialiste (extermination des Indiens et esclavage des Noirs) et d'un prolétariat blanc et noir qui n'a pas encore dépassé le stade revendicatif, mais aussi parce qu'elle dispose de l'appui des pouvoirs établis dans le monde entier. Appui officiel anglais, appui « constructif » français, appui « théorique » russe (possibilité et nécessité de la coexistence pacifique), appui pratique chinois, Pékin se préparant à la guerre en tentant d'en reculer le plus possible le déchaînement, qui mettrait en péril sa tentative de rétablir à son profit l'équilibre de la terreur nucléaire, et donc de parvenir à la suprématie militaire « classique » en Asie, seul moyen de faire valoir ses inté-

rêts de nation qui, à l'époque impérialiste, nait impérialiste. L'Amérique peut vaincre et aucun appel à la Raison ne l'empêchera d'utiliser à fond cette possibilité.

**

On comprend que devant l'atrocité froide, sans enthousiasme, dont le défenseur américain de la libre entreprise fait preuve chaque jour au Vietnam, la bourgeoisie mondiale ait mauvaise conscience. Cette horreur calculée et quotidienne met en pièces le monstrueux échafaudage de propagande que les alliés démocrates et stalinien ont édifié sur les ruines de l'Internationale rouge, face à la crédulité des peuples, et selon lequel la seconde guerre mondiale était celle du Droit contre la Force brutale, du Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes contre l'Oppression nationale, de la Liberté contre le Fascisme, de la Fraternité contre le Racisme, des Temps Modernes contre le Moyen-Age, de la Civilisation contre la Barbarie, du Bien contre le Mal, de la Raison contre la Torture.

On comprend aussi que, moderne Sisyphée, elle se sente écrasée sous l'éternel retour d'une telle calamité, car cette atrocité est vaine. L'Amérique pourra vaincre le Vietnam, mais elle ne pourra jamais résoudre, elle ne peut plus résoudre le problème posé par la projection au monde entier des activités capitalistes, par l'exportation universelle du capitalisme. Il y a un siècle, une canonniers suffisait pour soumettre une dynastie féodale et son

peuple et pour ouvrir leur pays à la libre entreprise. Aujourd'hui, des centaines de navires de guerre, des milliers d'avions, des centaines de milliers de soldats, des millions de tonnes de bombes sont impuissants à réduire ce peuple à l'obéissance.

Pourquoi ? Parce que l'obstacle à l'impérialisme c'est ce qu'il a lui-même créé, le résultat de son propre travail, l'œuvre qui se rebelle contre le créateur. En dissolvant les anciennes structures précapitalistes, en élargissant la circulation des marchandises et en exportant, surtout depuis la fin du XIX^e siècle, des capitaux de plus en plus abondants, le mode de production capitaliste s'est exporté lui-même dans le reste du monde. Il y a créé de nouveaux centres autonomes de développement capitaliste, c'est-à-dire des nations, dont la formation à travers le mouvement de libération nationale est tout aussi irrépressible que le mouvement de formation des nations européennes depuis le 15^e siècle hollandais jusqu'au 17^e français et au 18^e allemand.

Assisterions-nous donc au triomphe de l'idéal national, à la victoire de ceux qui pensent que la nation est le terme ultime des formes d'organisation des sociétés humaines, même si elle doit être englobée dans un fédéralisme de plus en plus large ? Certainement pas. Ce que la guerre du Vietnam prouve, ce que l'O.N.U. prouve, c'est l'impossibilité absolue de créer un ordre, une harmonie quelconque dans les relations entre les nations. Ce que la guerre du Vietnam prouve, ce que l'O.N.U. prouve, c'est que la société bourgeoise mondiale est saturée

de nations, que la société mondiale est saturée de capitalisme, que le monde n'en peut plus du capitalisme.

**

Cela, c'est ce que le marxisme a prévu depuis plus d'un siècle, c'est ce qu'il n'a cessé de réaffirmer depuis cinquante ans. Sans être indifférent à la formation des nations, et en engageant le prolétariat à lutter contre le féodalisme pendant la phase ascendante du capitalisme, le marxisme a toujours précisé que le prolétariat devait conserver son autonomie de classe, théorique, politique et d'organisation, afin de pouvoir se retourner contre la bourgeoisie et détruire la nation. Depuis 1871, l'ère de l'appui du prolétariat à la bourgeoisie est close en Europe ; valable encore en 1905 pour la Russie, elle s'y est terminée en février 1917 ; elle est en train de s'éteindre aujourd'hui en Asie. C'est en vain que de nouvelles nations cherchent à conquérir ou à maintenir une indépendance nationale véritable en face des colosses impérialistes américains, européens, russes ou chinois. Mais c'est en vain que ces colosses s'obstinent à maintenir l'ordre dans ces masses en mouvement, soit directement, soit par Castro, Boumediène ou Sukarno interposés.

**

Quant au prolétariat international, il ne se laissera plus berné par ceux qui lui demandent de se sacrifier sous les pîs du drapeau national. Lorsqu'il repartira à l'assaut de l'Etat bourgeois, il ne fera pas appel à la Raison, mais il mettra la bourgeoisie à la raison sous la poigne impitoyable de sa dictature de classe ; il n'aura pas recours à la torture, mais il écrasera la bourgeoisie sous le talon de fer de sa terreur de classe.

Les laquais réformistes sont partout les défenseurs les plus acharnés de l'ordre bourgeois

Qu'arrive-t-il à la vieille Angleterre, mère du capitalisme et ancienne reine des mers, aujourd'hui privée de son empire ? Les mesures « déflationnistes » décidées le 20 juillet dernier par le gouvernement travailliste et les voyages du « premier » Wilson à Moscou et Washington, ont attiré l'attention sur les affaires intérieures et extérieures de la Grande-Bretagne. Essayant vainement de retrouver un certain équilibre depuis la fin de la dernière guerre mondiale, la voici de nouveau frappée par une crise financière : une fois de plus, la stabilité de la livre (qui, plus que tout autre monnaie, à l'exception peut-être du dollar, joue le rôle de thermomètre économique) est compromise ; une fois de plus, l'inflation est en marche et les prix montent. La balance des paiements en est à sa septième crise de l'après-guerre, la pire de toutes à en croire le représentant du patronat anglais. Quelles sont les causes immédiates et lointaines de ces accès périodiques d'une maladie désormais chronique ?

Avec quelques légères nuances, tous les bourgeois britanniques répètent la même argumentation : en Angleterre, actuellement, on consomme trop par rapport à ce qu'on produit, et l'augmentation de la productivité est plus lente que celle des « revenus ». Les partis — conservateur et libéral aussi bien que travailliste —, le patronat, le directeur de la Banque d'Angleterre et les bureaucrates syndicaux eux-mêmes (nous en avons apporté la preuve dans notre numéro précédent en citant largement leurs déclarations) sont tous d'accord sur ce « diagnostic ». Rien de particulièrement « anglais » dans tout cela : les seuls coupables, ce sont toujours les ouvriers car, comme chacun sait, ils sont trop... avides et, grâce au terrible « pouvoir syndical » dont ils disposent, non seulement ils obtiennent un pouvoir d'achat supérieur à ce qui serait « juste » et créent ainsi un excès de la demande par rapport à l'offre de biens consommables, mais encore abaissent-ils la productivité par leurs revendications de diminution du temps de travail, provoquant une augmentation des coûts de

production et rendant ainsi l'industrie exportatrice moins « compétitive » ; résultat : la balance commerciale et la balance des paiements sont déficitaires ! Voilà le langage de la bourgeoisie : **pour elle, l'ennemi est toujours à l'intérieur des frontières !**

Aucune bourgeoisie ne veut avouer que ses malheurs dérivent d'une défaite infligée sur le marché mondial par l'industrie plus aguerrie d'autres nations. Or, que veut Wilson, en bon serviteur du capital qu'il est ? **Attaquer** sur le marché mondial (ne soutient-il pas que lorsque l'Angleterre aura réussi à se doter des armes appropriées à une offensive commerciale tous les maux dont souffre la vieille Albion finiront et elle pourra démontrer qu'elle n'est pas une puissance de second ordre comme le prétendent beaucoup d'opposants de son propre parti ?). Mais tous les représentants du capital dans les autres nations ne veulent rien d'autre : les bourgeois **doivent** tous **attaquer** sur le marché mondial et tant pis pour ceux qui sont insuffisamment armés ! Rien d'étrange, donc, à ce que la bourgeoisie vaincue attribue plutôt sa propre défaite à la faiblesse de sa défense qu'à la force offensive des bourgeoisies étrangères.

Pour faire face à la guerre entre Etats, la bourgeoisie en appelle à la solidarité nationale des ouvriers — et ceux-ci malheureusement ont déjà répondu favorablement par deux fois ; dans les périodes de paix, elle en appelle aux sacrifices du prolétariat afin de s'armer pour la guerre commerciale. La paix capitaliste n'est pas moins féroce que la guerre capitaliste : les ouvriers ont donc à apprendre qu'ils doivent refuser toute espèce de solidarité avec leur propre bourgeoisie, en période de paix comme pendant la guerre ; ils doivent retourner contre la bourgeoisie son propre mot d'ordre : **l'ennemi est à l'intérieur des frontières !**

**

Le rôle spécifique du travaillisme — comme de toutes les variétés nationales de « socialisme » ou « communisme » démocratique — est de les en empêcher. En effet, malgré tous les efforts des néo-

conservateurs et de leur « brillant » chef, Hume, converti à la planification d'Etat, « européen » et « réaliste » au point de vouloir proportionner la politique militaire de l'Angleterre à son rôle mondial désormais modeste et à ses ressources économiques propres, les prolétaires anglais placent sans hésitation le Parti conservateur dans le camp de leurs ennemis déclarés. Cela favorise le mensonge des travaillistes qui, sous couvert de leur démagogie socialiste, ont pour fonction de domestiquer la classe ouvrière. Naturellement, nous ne surestimons pas les capacités de ces opportunistes. Sans négliger la valeur des éléments subjectifs, nous savons que les facteurs qui conditionnent l'orientation du mouvement ouvrier anglais doivent être recherchés dans la structure de la société et dans son développement historique. Ce sont ces facteurs qui ont permis la formation d'une aristocratie ouvrière, véritable foyer d'infection opportuniste, avec toutes ses conséquences, l'appui ouvrier au brigandage impérialiste de la bourgeoisie anglaise en particulier. Cette tumeur maligne n'a pas été encore extirpée du prolétariat anglais ; les causes qui l'ont engendrée n'ont pas disparu, bien qu'elles soient en régression.

On ne doit donc pas s'étonner si les ouvriers anglais ne réussissent pas encore à saisir l'identité profonde des travaillistes et des conservateurs, même si les premiers l'avaient cyniquement. Wilson n'a-t-il pas tranquillement déclaré que « La lutte politique n'a plus lieu aujourd'hui sur deux programmes opposés, mais sur les mesures nécessaires pour assurer l'augmentation de la production, seule possibilité d'obtenir des programmes d'investissements sociaux sans tomber dans l'inflation ». On ne saurait dire plus clairement que le but (nous parlerons des moyens ensuite) des travaillistes est le développement de l'accumulation du capital (« augmenter la production ») dont les ouvriers pourraient obtenir quelques miettes (« investissements sociaux »). Mais c'est là le « programme » de toute la gauche démocratique européenne. Le P.C.F. a le front de critiquer Wilson en lui reprochant de sacri-

fier les ouvriers « aux banques de la Cité de Londres ». Mais le P.C.F., lui, est un défenseur acharné de la grandeur nationale, il veut la croissance de l'industrie nationale, il se lamente de ce que l'état de la recherche scientifique et technologique française, « sacrifiée par le gaullisme », ne lui permette pas d'être plus compétitive sur le marché mondial. Bien sûr, dans son programme électoral, le P.C.F. complète cette profession de foi capitaliste par des promesses à la classe ouvrière. C'est l'A.B.C. de la démagogie électoraliste et Wilson ne s'en est pas privé, comme nous le verrons, **avant d'être au pouvoir**. Mais quels étaient les mots d'ordre du P.C.F. lorsqu'il était au pouvoir, après la Libération ? « Travailler à la reconstruction et à la renaissance de la France », « Travailler d'abord, revendiquer ensuite », « Produire, produire toujours plus » !

**

De la même façon, le gouvernement travailliste passe maintenant à l'attaque **contre les ouvriers**. Les mesures « déflationnistes » adoptées ont en fait pour but de leur retirer une partie de leur pouvoir d'achat, de manière que les ressources économiques qu'ils auraient pu consommer puissent être transférées à l'exportation, afin de rétablir l'équilibre entre les débits et les crédits : la Livre en serait renforcée et la confiance des banquiers internationaux qui trouvent la garantie de leurs profits dans la stabilité de cette monnaie, reviendrait. Par ailleurs, les impôts sur les produits de grande consommation et sur les revenus sont augmentés, ainsi que les tarifs postaux, tandis qu'on restreint la construction, le crédit et les dépenses de l'Etat.

Comme on voit, il s'agit là de mesures traditionnelles qui se trouvent à la portée de tout gouvernement bourgeois. Pour le blocage des salaires, afin de parer à une éventuelle mauvaise volonté des syndicats (ou plutôt de leur base ouvrière), le ministre de l'Industrie peut prendre à tout moment un décret le rendant obligatoire sous peine d'amendes et d'arrestations. Les mêmes mesures coercitives seraient prises pour les indus-

(Suite en page 4)

Parti et syndicats dans la conception marxiste classique

L'opportunisme a toujours accusé le communisme révolutionnaire d'indifférence, voire de mépris, à l'égard des questions contingentes, des luttes économiques de la classe ouvrière en particulier. Cette accusation, toutefois, est lancée précisément dans les périodes historiques où la lutte révolutionnaire se trouve malheureusement rejetée en marge du mouvement social, tandis que l'opportunisme multiforme domine complètement la scène politique des rapports de classe. Lors- qu'au contraire des ferment d'opposition à la trahison se répandent dans la classe ouvrière et que les prolétaires ne sont plus disposés à accepter aveuglément la dictature des bureaucraties syndicales et politiques du révisionnisme opportuniste, lorsque des groupes s'inspirant, même inconsciemment, du programme communiste tendent à se former dans les organisations prolétariennes de masse, alors l'accusation change et l'on stigmatise le « blanquisme » ou l'« anarchisme dynamitarde »...

Tout cela est aussi vieux que la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. La première accusation a toujours visé à dresser un obstacle psychologique à la pénétration des idées communistes au sein de la classe. Avec la seconde, on a tenté de faire reculer l'influence des communistes lorsque leur lutte pour la conquête des masses ouvrières se développait avec succès. Dans les deux cas, le but des ennemis de la révolution est d'empêcher les communistes de se mettre à la tête du mouvement ouvrier pour le guider dans la lutte finale pour la conquête du pouvoir.

Face à cela, les communistes ont toujours tout fait pour s'organiser et organiser les prolétaires dans les syndicats et dans les organisations de classe sur la base de leur programme révolutionnaire. Si le parti communiste prolétarien renonçait volontairement à assumer cette fonction, il renoncerait implicitement à guider la masse des salariés vers la destruction du régime capitaliste et s'éliminerait lui-même de la lutte historique pour la victoire du communisme. Notre parti ne prêterait certainement pas l'oreille aux sirènes opportunistes et, fort de son programme désormais séculaire et de sa tradition héroïque, de même qu'il ne renonce pas à la défense de la théorie marxiste, qu'il conduit en permanence, même dans les phases brillantes de la lutte sociale, de même ne renonce-t-il pas à la lutte pour conquérir la direction des organisations syndicales de masse, quelles que soient ses forces physiques et

les possibilités objectives.

Le courant dont nous nous revendiquons, la Gauche communiste italienne, a toujours attaché la plus grande importance théorique et pratique à l'intervention du parti de classe dans les luttes économiques de la classe ouvrière, comme nous le montrerons brièvement par quelques citations, nous réservant de revenir, dans un prochain article, sur les positions générales du mouvement marxiste à cet égard.

Alors qu'elle n'était encore qu'une fraction du parti socialiste italien, la Gauche communiste conduisait déjà au premier rang la lutte dans les syndicats. Lorsque la fraction communiste se constitua finalement en parti communiste d'Italie, section de la III^e Internationale, à Livourne, en 1921, celui-ci définit clairement sa position dans le manifeste qu'il lança aux travailleurs d'Italie :

« La propagande, le prosélytisme, l'organisation et la préparation révolutionnaire des masses seront basés sur la constitution de groupes communistes formés par les membres du parti qui, travaillant dans la même entreprise, sont organisés dans le même syndicat et font ainsi partie d'un même groupe de travailleurs. Ces groupes ou cellules communistes agiront en contact étroit avec le parti qui dirigera leur action d'ensemble dans toutes les circonstances de la lutte. Les communistes se lanceront ainsi à la conquête de toutes les organisations prolétariennes constituées dans un but économique et contingent, comme les syndicats, les coopératives, les Bourses du travail, pour les transformer en instruments de l'action révolutionnaire dirigée par le parti.

« Fidèle aux thèses tactiques de l'Internationale sur la question syndicale, le parti communiste entreprendra ainsi la conquête de la Confédération générale du Travail, en appelant les masses organisées à une lutte implacable contre le réformisme et les réformistes qui y règnent.

« Le parti communiste n'invite donc pas ses adhérents et les prolétaires qui le suivent à abandonner les organisations confédérales, mais il les engage au contraire à

participer intensément à la lutte sévère qui s'engage contre les dirigeants. Ce n'est certes pas la tâche rapide et facile, aujourd'hui surtout que beaucoup de soi-disant adversaires du réformisme jettent le masque et passent ouvertement du côté des d'Aragona, avec lesquels ils militent dans le vieux parti socialiste. C'est pourquoi le parti communiste compte sur l'aide de toutes les organisations syndicales prolétariennes qui mènent la lutte contre le réformisme du dehors et les invite ardemment à se placer sur le terrain de la tactique internationale des communistes en pénétrant dans la Confédération pour en déloger les contre-révolutionnaires par une action commune résolue et victorieuse »

Dans un de ses nombreux appels de 1921, intitulé « Aux travailleurs organisés dans les syndicats, pour l'unité prolétarienne », le parti communiste rappelait solennellement sa fonction et ses buts dans la lutte syndicale :

« Pour les communistes de tous les pays, une scission à l'intérieur des syndicats qui sont aux mains de dirigeants de droite, opportunistes, réformistes, contre-révolutionnaires, n'est pas le moyen le plus efficace de faire gagner du terrain aux tendances révolutionnaires dans les masses organisées. Les ponts une fois coupés, à l'échelle nationale et internationale, avec ces traîtres à la classe ouvrière ; une fois constitué dans le parti politique communiste, l'organisation rassemblant les seuls travailleurs conscients des directives révolutionnaires de l'Internationale Communiste ; les militants du parti révolutionnaire ne quittent pas les syndicats ni ne poussent les masses à les abandonner ou à les boycotter, mais conduisent à l'intérieur de ceux-ci, à l'intérieur de l'organisation économique, la lutte la plus vigoureuse contre l'opportunisme des chefs ».

On retrouve la même exigence dans les thèses syndicales adoptées en 1922 au Congrès de Rome du parti communiste d'Italie :

« L'action des communistes pour l'unité d'organisation syndicale du prolétariat italien, amorcée par l'appel lancé à toutes les organisations dès la constitution du parti communiste, doit se développer à

la fois de l'intérieur et de l'extérieur, par la formation de groupes et par une propagande incessante, même dans les organisations partielles ou localement autonomes » ;
Et encore :

« Le Parti Communiste a sa représentation permanente au sein du syndicat et agit au travers d'elle, c'est-à-dire avec le maximum de compétence et de responsabilité ».

Cette position d'adhésion des communistes à l'organisation économique de classe et cette tactique visant à en conquérir la direction ne se démentit jamais, même lorsque les vicissitudes de la lutte internationale exclurent la Gauche communiste de la direction du parti. Sa lutte tenace, inflexible et cohérente s'exprima dans les thèses programmatiques générales du Congrès de Lyon en 1926, dans lesquelles on insistait sur la nécessité pour le parti, de travailler dans les syndicats ouvriers pour importer le programme révolutionnaire dans la classe. Contre les habituelles accusations d'indifférentisme et de purisme, les thèses précisèrent que « la conception marxiste du parti et de son action est tout aussi éloignée du fatalisme passif se contentant d'attendre l'avènement de phénomènes sur lesquels il se sent incapable d'influer directement, que de toute conception volontariste au sens individuel, pour qui les qualités de formation théorique, la force de volonté, l'esprit de sacrifice, en somme un type spécial de figure morale et un certain degré de « pureté » devraient être exigés indistinctement de tout militant du parti, ce qui réduirait celui-ci à une élite supérieure au reste des éléments sociaux composant la classe ouvrière, tandis que l'erreur du fatalisme passif conduirait, sinon à dénier toute fonction et toute utilité au parti, du moins à l'alléger tout bonnement sur la classe ouvrière au sens économique, statistique ».

Les textes plus récents du parti, des « Bases pour l'adhésion » (Programme communiste, n° 25) aux « Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial » (Le Prolétaire, n° 24), confirment point par point cette juste définition du rapport entre parti et syndicats

énoncée dès le Manifeste du parti communiste de 1848. Nous n'avons donc rien à ajouter ni encore moins à corriger ou à retrancher à ce qui a été clairement énoncé il y a plus d'un siècle.

★★

Les communistes n'ont pas choisi de lutter dans les syndicats, c'est-à-dire au sein de la classe organisée sur le terrain des rapports de production, par conviction esthétique ou morale : ils y sont obligés par les buts de leur programme révolutionnaire dont la réalisation présuppose que le parti révolutionnaire du prolétariat guide les masses ouvrières à la conquête du pouvoir. Une telle tâche ne peut être menée à bien par de simples énonciations théoriques et moins encore par des actes de pure volonté. Elle implique au contraire une action pratique conduite sur la base du développement réel de la lutte de classe, dans les formes économiques typiques de la société capitaliste et tendant à unifier les moyens et les buts historiques de la classe des salariés au travers d'une lutte incessante et sans quartier contre les faux représentants du prolétariat, contre les dirigeants syndicaux traîtres, contre la politique opportuniste qui domine les organisations ouvrières et les met au service de la contre-révolution. C'est dans cette lutte que le Parti Communiste révolutionnaire démontre sa fidélité absolue au communisme, à la révolution communiste et défend les intérêts, même immédiats, des ouvriers, dans la mesure où il ne cache pas aux masses déshéritées la précarité de leurs conquêtes partielles, des améliorations de salaire ou des conditions de travail, même chèrement acquises. C'est précisément dans cette lutte que les communistes ont la possibilité matérielle de démontrer au prolétariat que seule la lutte pour la conquête du pouvoir politique peut garantir une transformation réelle des rapports économiques et sociaux, et donc que c'est seulement dans le nouveau régime de la dictature du prolétariat que les conditions de vie et de travail des masses laborieuses pourront être vraiment, sensiblement et irréversiblement améliorées.

En vertu de ces considérations, le parti de classe, notre parti, continuera son action de lutte, de propagande et de prosélytisme au sein de la classe organisée dans les syndicats, quelles que soient les difficultés que lui créent sa faiblesse numérique actuelle et la profondeur de l'emprise opportuniste sur les masses.

Révolution culturelle ou révolution sociale ?

(Suite de la page 1)

vement « sans porter préjudice à la production ».

Pourtant, même cette violence organisée constitue pour la bourgeoisie mondiale une inquiétante énigme. Préparerait-elle au Vietnam une offensive chinoise ? Annoncerait-elle la fin d'une si fructueuse « coexistence » entre l'Est et l'Ouest ? Pékin s'est empressé de répondre : « On ne saurait dire, a déclaré Chen Yi à des parlementaires japonais, que la Chine n'a pas l'intention de régler l'affaire vietnamienne par la voie de négociations », car « ni la Chine, ni les Etats-Unis ne veulent en arriver à un affrontement ». Et dans le plus pur style de la diplomatie bourgeoise, Pékin a fait démentir les propos de son ministre des Affaires étrangères par son ambassadeur à Varsovie, le même qui, depuis des années, mène des négociations secrètes avec son « collègue » américain.

Tout cela ne saurait tromper. Pékin proclame ses intentions pacifiques, déclenche ses « révolutions culturelles », pendant que l'Asie subit la pression et la répression de l'impérialisme et que les forces productives mobilisées en Chine se heurtent sans succès contre le mur infranchissable que leur oppose le Capital. Voilà pourquoi la politique et la diplomatie de Pékin sont obligées de parler le langage contradictoire des faits sociaux et des antagonis-

mes économiques.

Comme manifestation de violence organisée, la « révolution culturelle » n'a rien à voir avec la Culture, ni avec l'Ideologie. Hier encore Mao Tsé-toung ne préconisait-il pas que les « Cent fleurs » s'épanouissent ? Que « cent écoles de pensée » rivalisent entre elles ? C'était l'époque, il est vrai, où Moscou arrosait encore la Chine de roubles et de techniciens pour que les fleurs du Progrès et de la Civilisation puissent éclore. Mais les temps ont changé, donnant à la « révolution culturelle » le caractère d'une mobilisation des masses pour l'exercice d'une violence économique sans limite.

C'est ainsi en effet que nous la révélons de nombreux indices. L'agitation dans les usines, la chasse aux bourgeois forcés de livrer leurs valeurs en or et en bijoux, la demande des « gardes rouges » de bloquer les fonds de la Banque d'Etat appartenant aux capitalistes « nationaux » et de cesser d'en payer les intérêts, tout cela n'est peut-être pas que « calomnie ». La même « révolution » s'est déjà produite dans la Russie stalinienne au moment de la dékoulakisation et du premier plan quinquennal. N'en déplaise au Kremlin, les « gardes rouges » ne discréditent pas plus le « socialisme » que jadis un certain Staline...

L'essence économique du mouvement fait encore moins de doute que ses prétentions culturelles. Sans « l'aide » rus-

se, devant la menace et le boycottage américain, la Chine se trouve dans une situation analogue à celle de la Russie des années 30 : « Outre l'état arriéré hérité du passé, la faiblesse de l'économie soviétique, écrivait Trotsky, réside dans l'isolement post-révolutionnaire actuel, c'est-à-dire dans son incapacité à accéder aux ressources de l'économie mondiale, non seulement sur une base socialiste, mais même sur une base capitaliste, c'est-à-dire sous la forme de crédits internationaux normaux, et de moyens de financement en général, qui jouent un rôle si décisif pour les pays arriérés » (Préface à l'édition américaine de la « Révolution permanente », 1930).

L'impérialisme mondial a tendu devant la révolution bourgeoise en Chine le même « cordon sanitaire », le même barrage de famine et de feu, qu'il avait dressé contre la révolution prolétarienne d'Octobre. D'année en année la « démocratie populaire » chinoise a perdu ses illusions d'accéder aux ressources de l'économie mondiale sur la base du grand capitalisme moderne : espoir d'entrer à l'O.N.U., de jouir des bienfaits de la « coexistence pacifique », de recevoir la manne des capitaux étrangers. La perte de ces illusions est le seul grain de vérité de toute la « révolution culturelle ». Elle aussi ne peut que brûler en effigie ce monde qui l'écrase !

Reste à savoir si l'avenir du

socialisme dépend de l'élimination d'un pauvre bougre de mandarin, d'une « révolution » dans les idées et dans les mœurs, ou mieux, d'une extorsion de capitaux par la Banque Nationale de Chine. Staline liquida jadis les koulaks, comme les « gardes rouges » pourchassent aujourd'hui les capitalistes chinois : afin d'impulser à une plus vaste échelle l'accumulation anonyme et monstrueuse du Capital. Encore un « bond en avant », accompli au prix d'énormes sacrifices des ouvriers et des paysans chinois, et l'on affirmera être en plein « communisme »... Alors, au pied des statues du docteur Sun ou du président Mao, la « révolution culturelle » se déroulera en sens inverse : l'on redécouvrira Beethoven et Tchaïkovsky, les modes d'Occident et les musiques « décadentes ». Et il se trouvera toujours un Ehrenbourg aux yeux bridés pour chanter le « dégel » une fois que sera rompu « l'isolement post-révolutionnaire ».

Pourtant les bourgeois les plus optimistes n'osent faire ce rêve, car la « révolution culturelle » chinoise est le signe des profondes contradictions de l'économie mondiale. Avant que la Chine ne soit devenue une nouvelle forteresse du capitalisme international, ces antagonismes éclateront libérant les forces vives de la révolution prolétarienne qui seule permettra que l'Asie accède sur une base socialiste aux immenses ressources de l'Occident superindustrialisé.

SOUSCRIPTION PERMANENTE
ANNEE 1966
Liste N° 8

Oscar et Jacques 5 ; Witte, 10 ; Marcel, 20 ; Bruno et Ferruccio, 10 ; Robert, 5 ; Guy, 10 ; Hilden, 10 ; Francine et André, 4 ; Hache, 18 ; François, 30 ; Vive le Prolétaire, 10 ; Dominique, 10 ; Lucien, 2 ; Suzanne, 12 ; Soutien Michel, 18 ; Marseille salue Christian II, 120 ; Paris, 14,90 ; Bice, 100 ; R et R, 80 ; Mathieu, 70 ; Libertino de passage, 12,50 ; Slez, 1 ; entre camarades, 80.
Total Liste N° 8 642,40 F.
Total précédent 3.553,94 F.
Total général 4.196,34 F.

PROLETAIRES
DE LANGUE
ITALIENNE

Lisez :

il PROGRAMMA
COMUNISTA

Journal bi-mensuel
et

SPARTACO

Bulletin de lutte
syndicale
Spécimen gratuit
et conditions

d'abonnement :
Ecrire au "Prolétaire"
Boîte Postale 375
Marseille-Colbert

Les mensonges de la "Pravda" et les vérités de Lénine

(Suite de la première page)

Guerre révolutionnaire ? Les textes cités ne permettent aucune hésitation dans la réponse : si nécessaire — et c'est une nécessité probable — oui !

Au printemps 1918, lorsqu'il s'agit de décider si l'on devait ou non signer la paix avec l'Allemagne, Lénine aurait donc abandonné une opinion qu'il exprimait d'une façon si explicite deux ans auparavant ? Pas le moins du monde. Aux généreux romantiques, Boukharine et ses camarades, qui voulaient poursuivre la guerre contre l'Allemagne en la transformant en guerre révolutionnaire, Lénine répondit qu'en cette période précise deux conditions indispensables à une guerre révolutionnaire faisaient défaut : la capacité matérielle de la mener à bien de la part de la Russie, et une maturité suffisante de la lutte de classe dans les autres pays. Il insista donc sur l'urgence de signer la paix, afin de préparer sérieusement la guerre. Preuve écrite : Thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste : « Nous avons parlé de la nécessité (souligné par Lénine), pour un gouvernement socialiste à l'époque de l'impérialisme, de "préparer et mener" la guerre révolutionnaire...

Mais la question de savoir si l'on peut mener tout de suite, sans attendre, une guerre révolutionnaire, il faut la résoudre en tenant compte exclusivement des conditions matérielles de sa réalisation et des intérêts de la révolution socialiste qui a déjà commencé ». Article *Chose étrange et monstrueuse* : « L'objet essentiel de mes thèses et de mes arguments est de montrer la nécessité d'accepter une paix archi-pénible aujourd'hui, à la minute présente, tout en préparant sérieusement la guerre révolutionnaire (et d'ailleurs précisément dans l'intérêt de cette préparation sérieuse) » (OC., t. 26, p. 466 et t. 27, p. 65 ; c'est Lénine qui souligne). Avec toute sa puissance dialectique, Lénine tapait alors sur les doigts de ceux qui rêvaient d'"exporter" la révolution comme les Américains exportent les boîtes de conserve, ou qui allaient jusqu'à dire que le parti communiste étant fait pour l'offensive ne pouvait accepter de reculer au cours de sa bataille historique ; la leçon de Lénine était parfaitement justifiée, mais il la donnait dans l'intérêt d'une préparation sérieuse de la guerre révolutionnaire qu'il aurait été désastreux pour la révolution russe comme pour celle des autres pays de déclencher à tout prix dans les plus mauvaises conditions.

Où donc cette ignoble feuille qui usurpe le nom de "Pravda" a-t-elle donc pu découvrir que Lénine repoussait la guerre révolutionnaire par principe ? Deux années plus tard, n'est-ce pas lui, contre l'avis de Trotsky, cette fois plus réaliste, qui voulut la malheureuse guerre contre la Pologne ?

Comment, selon Lénine, se serait-on préparé à une situation où serait devenue possible, et peut-être nécessaire, cette guerre révolutionnaire que la "Pravda" actuelle a le front de repousser en son nom, aujourd'hui que la Russie est aussi puissante du point de vue économique qu'elle était faible en 1918, aujourd'hui que les prolétaires et semi-prolétaires du Vietnam luttent par les armes contre l'oppression ? En s'enfermant dans ses propres frontières "nationales" pour y construire le "modèle" du communisme auquel l'impérialisme finirait pas se convertir, vaincu dans la compétition pacifique ?

La réponse de Lénine ne tolère pas l'équivoque. Ayant toujours en vue les tâches mondiales de la révolution victorieuse, étranger à toutes les complaisances du bureaucrate, animé au contraire par la

passion et le sens des urgences de la lutte de classe du révolutionnaire, il donne cet avertissement dans son *Rapport sur la guerre et la paix* (7 mars 1918, O.C., t. 27, p. 105) : « Notre mot d'ordre ne peut être que celui-ci : étudier sérieusement l'art militaire, remettre de l'ordre dans les chemins de fer... rassembler toute l'énergie, toute la puissance nécessaires pour faire donner à la révolution un rendement maximum ». A partir de cette première tâche immédiate et le regard toujours tourné vers les terribles batailles qui attendent le pouvoir révolutionnaire isolé, à l'intérieur et à l'extérieur, Lénine lance la lutte sans trêve pour sortir de l'arriération des formes et des rapports de production en Russie et pour vaincre l'ennemi aux mille têtes de la petite production individuelle et dispersée, l'éternel adversaire petit-bourgeois. On ne prend pas alors "édifier" un socialisme ou pis un communisme impossibles à l'intérieur des frontières russes, mais accélérer le passage au capitalisme d'Etat politique-ment contrôlé par la dictature du prolétariat (Voir le *Discours sur l'impôt en nature*). En somme, il s'agit de résister en jetant les bases du socialisme (et la grande industrie capitaliste fondée sur le travail associé est la base du socialisme) dans l'économie et, les arrières ainsi établis, se dédier à l'œuvre essentielle d'un parti communiste : préparer, alimenter, diriger la révolution prolétarienne dans le monde. C'était là la clé de toute aide véritable (dont la guerre révolutionnaire n'aurait été qu'un aspect, pas forcément inévitable dans certains cas) aux prolétaires des autres pays et à la révolution russe elle-même.

En effet, comme le dit Lénine de manière cristalline, « Pour quiconque réfléchissait aux prémisses économiques d'une révolution socialiste en Europe, il était évident qu'il est bien plus difficile de commencer la révolution en Europe et bien plus facile de la commencer chez nous, mais qu'il y sera plus difficile de la continuer » (*Rapport sur la guerre et sur la paix*, déjà cité). Et c'est à ce texte que la "Pravda" prétend se référer !

C'est cela que Lénine, Trotsky (dont la théorie de la révolution permanente n'a rien à voir avec les "propositions aventureuses de guerre révolutionnaire" en 1918, contrairement aux mensonges de la "Pravda"), tous les bolcheviks "construisirent" au nom du communisme et pour le prolétariat mondial : une direction unitaire,

une nouvelle Internationale armée de la théorie restaurée dans son intégralité contre toutes les déformations opportunistes. Et en tête des statuts de la nouvelle Internationale, ils écrivent : « L'Internationale Communiste se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale, et la création de la République internationale des soviets, première étape dans la voie de la suppression complète de l'Etat... L'Internationale Communiste considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen disponible pour arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme... L'Internationale Communiste n'ignore pas que, pour hâter la victoire, l'association internationale des travailleurs qui combat pour l'abolition du capitalisme et l'instauration du communisme, doit avoir une organisation fortement centralisée : en fait, elle doit constituer le parti communiste unique du monde entier ».

Qu'est-il resté de cette vision grandiose ? L'Internationale a été d'abord châtée, puis dissoute ; la dictature du prolétariat a été mise au rencart pour céder la place aux "voix pacifiques et nationales au socialisme" ; on ne dit plus aux prolétaires des métropoles impérialistes que leur tâche fondamentale est d'abattre leur propre Etat, on leur dit au contraire de se saisir des drapeaux nationaux abandonnés par la bourgeoisie en rappelant les gouvernants aux "meilleures" traditions de la démocratie et aux "véritables" intérêts de la patrie ; aux prolétaires et paysans des colonies on ne dit plus de s'organiser indépendamment, mais de faire bloc avec leur propre bourgeoisie et d'en épouser la cause ; à la place d'une organisation centralisée avec un programme unique et des directives uniques, on a créé une poussière de partis nationaux, avec chacun son programme national, constitutionnel, légalitaire, patriotique et, naturellement, démocratique ; on ne parle plus d'abattre le capitalisme mondial par les armes, mais d'entrer en compétition pacifique avec lui.

Tout a été détruit de ce qui fut un programme de bataille sur tous les fronts de la scène mondiale et non le plan pour construire un "modèle" devant lequel, touché soudain par la grâce, l'ennemi s'agenouillerait en rendant les armes. Et vous, les fossoyeurs de la IIIe Internationale, vous qui prêchez aux prolétaires un pacifisme impuissant tout en vous barricadant derrière votre égoïsme de grande puissance, vous avez encore le front d'en appeler à Lénine !

(Suite de la page 2)
triels qui augmenteraient leurs prix sans autorisation. Il est donc évident que l'industrie devra ralentir sa production si elle ne veut pas que les marchandises restent invendues (c'est le prix à payer pour remédier à la crise), ce qui entraînera une réduction du travail et donc un certain chômage (souhaité par les Trade Unions, comme nous l'avons montré dans notre précédent numéro), d'autant plus que les investissements publics seront également réduits. Il n'est pas difficile de comprendre comment les mesures « déflationnistes » naissent quasi spontanément. Ainsi la forte augmentation du taux d'escompte de la Banque d'Angleterre (7 %) décidée dès avant le 20 juillet aura pour effet de décourager les capitalistes qui voudraient contracter des emprunts auprès des banques pour investir. Mais l'essentiel est le blocage des salaires, car il réalise en substance un transfert de revenu d'une classe à l'autre ou, ce qui revient au même, un déplacement de moyens de consommation de l'intérieur vers l'extérieur. Le blocage des prix qui devrait l'accompagner, s'il se réalise vraiment, réduirait aussi les profits, mais

ceux-ci se rattraperaient, avec les intérêts, au bout de six mois fixés. Avant sa venue au pouvoir, Wilson a toujours attribué au gouvernement conservateur la « responsabilité » des crises financières périodiques, en observant qu'elles se produisaient tous les quatre ans, comme les consultations électorales. Selon lui, à la suite de calculs électoraux, les gouvernements conservateurs prenaient des mesures « inflationnistes » un an avant les élections afin d'accélérer la production et de favoriser la consommation ; après leur victoire électorale (1955, 1959, 1963), ils donnaient un « coup de frein », c'est-à-dire prenaient de nouvelles mesures « déflationnistes » ; à peine leurs effets se faisaient-ils sentir qu'une nouvelle période électorale se profilait à l'horizon et l'on répétait la manœuvre depuis le début. Si nous prenions au sérieux cette présentation des faits (qui n'est à son tour que du battage électoral, que les travaillistes assortissaient de leurs promesses mirifiques sur la « politique des revenus » et les « innovations socialistes » qui permettraient de sortir de l'« immobilisme » conservateur), il faudrait poser cette question : depuis octobre 1964 où vous, « socialistes britan-

Guerre et Paix

Comme on sait, nous sommes à l'ère de la coexistence pacifique. C'est donc notre tâche, à nous marxistes révolutionnaires, de montrer au prolétariat comment, parlant sans trêve de la paix, les représentants de tous les Etats, de l'Est comme de l'Ouest, préparent en fait la guerre. Le premier juin dernier, à Khabarovsk, le président de l'URSS Podgorny, déclarait : « La région de Khabarovsk est une région frontière. Ses habitants doivent donc resserrer leurs liens avec l'armée et la flotte pour être en mesure de préserver, et en cas de nécessité de défendre avec héroïsme et habileté, nos frontières orientales. Nos frontières ont toujours été et seront toujours inviolables ».

Il est bon de rappeler que Khabarovsk est située à 100 km seulement de la frontière chinoise ; elle fait partie de l'extrême-orient russe, la zone la plus industrialisée de la Sibirie, et c'est là que se trouve le seul port extrême-oriental de la Russie, Vladivostok. D'autre part, cette région touche la Mandchourie, c'est-à-dire la zone la plus industrialisée de la Chine, et Pékin a avancé des revendications territoriales précises à son égard.

« La nécessité de défendre avec héroïsme et habileté nos frontières », dont parlait Podgorny, concernait donc directement la Chine et constitue une des preuves qu'une guerre Chine-Russie dans le cadre plus vaste d'un troisième conflit mondial est rien moins qu'improbable.

mysticisme démocratique

Si l'on jette un coup d'œil sur la succession historique des philosophies, la théorie du droit apparaît comme une transposition du spiritualisme chrétien débarrassé de son mysticisme grossier. L'Evangile annonça à l'esclave qu'il a une âme pareille à celle de son maître et institua ainsi l'égalité de tous les hommes devant le tribunal céleste. En fait, l'esclave resta l'esclave et la soumission lui devint un devoir religieux... Le droit naturel, devenu théorie de la démocratie, disait à l'ouvrier : « Tous les hommes sont égaux devant la loi, quelle que soit leur origine, leur qualité de possédants ou de non-possédants et le rôle qu'ils remplissent ; ils ont tous un droit égal à décider par leur suffrage des destinées du peuple ». Cette norme idéale a fait œuvre révolutionnaire dans la conscience des masses, dans la mesure où elle condamnait

l'absolutisme, les privilèges aristocratiques, le suffrage censitaire. Hors de là, elle ne faisait qu'endormir toujours plus la conscience des masses, légaliser la misère, l'esclavage et l'humiliation.

Rothschild, qui a su monnayer le sang et la sueur du monde en beaux napoléons d'or, n'a qu'une voix aux élections parlementaires. L'obscur mineur qui ne sait pas signer son nom, qui, pendant presque toute sa vie, dort sans se dévêtir et mène dans la société l'existence d'une taupe, est pourtant, lui aussi, détenteur d'une parcelle de la souveraineté populaire, l'égal de Rothschild devant les tribunaux et pendant ces périodes électorales. Dans les conditions réelles de la vie, dans les relations sociales, dans les mœurs, les hommes sont de plus en plus inégaux : ici l'accumulation de richesses inouïes, et là une misère sans espoir. Mais, dans la structure périodique de l'Etat, ces terribles contradictions disparaissent ; on n'y rencontre que des ombres légales dépourvues de corps. « Propriétaire, journalier agricole, capitaliste, prolétaire, ministre, cirreur de bottes, tous sont égaux en tant que "citoyens" et "législateurs". L'égalité mystique du christianisme est descendue des cieux sous la forme de l'égalité en droit naturel démocratique. »

LE PROLETAIRE
est en vente dans les principaux kiosques
LECTEURS AU NUMERO, achetez-le toujours dans le même kiosque ou mieux, **ABONNEZ-VOUS** : c'est le meilleur moyen de le recevoir régulièrement tout en nous aidant.

L. TROTSKY
« Terrorisme et communisme ».

Les laquais réformistes sont partout les défenseurs les plus acharnés de l'ordre bourgeois

Avant sa venue au pouvoir, Wilson a toujours attribué au gouvernement conservateur la « responsabilité » des crises financières périodiques, en observant qu'elles se produisaient tous les quatre ans, comme les consultations électorales. Selon lui, à la suite de calculs électoraux, les gouvernements conservateurs prenaient des mesures « inflationnistes » un an avant les élections afin d'accélérer la production et de favoriser la consommation ; après leur victoire électorale (1955, 1959, 1963), ils donnaient un « coup de frein », c'est-à-dire prenaient de nouvelles mesures « déflationnistes » ; à peine leurs effets se faisaient-ils sentir qu'une nouvelle période électorale se profilait à l'horizon et l'on répétait la manœuvre depuis le début. Si nous prenions au sérieux cette présentation des faits (qui n'est à son tour que du battage électoral, que les travaillistes assortissaient de leurs promesses mirifiques sur la « politique des revenus » et les « innovations socialistes » qui permettraient de sortir de l'« immobilisme » conservateur), il faudrait poser cette question : depuis octobre 1964 où vous, « socialistes britan-

niques », êtes venus au pouvoir, jusqu'au mois de juillet 1966, 21 mois ont passé ; le 31 mars vous avez obtenu l'éclatant succès électoral qui a porté votre majorité de un ou deux députés à 96 ou 97. Or tout le monde sait qu'une des causes de ce succès électoral fut précisément la prospérité qui régnait alors. Comment s'explique donc la « surchauffe » de l'économie à laquelle vous avez dû remédier par le coup de frein « déflationniste » ? Si les accusations que vous lancez aux conservateurs étaient justes, comment ne pas admettre qu'elles vous concernent tout autant qu'eux ?

En réalité, l'Angleterre est malade de sa sénilité capitaliste. Derrière les brumes de ses rêves mégalomanes sur le destin de la Gde-Bretagne, Wilson sait bien qu'il s'agit de moderniser l'appareil productif, en faisant payer le prix de cette « seconde révolution industrielle » au prolétariat. S'il est à la tête de l'Etat, c'est pour cela et parce qu'il dispose de plus de moyens, dans ce domaine, que les conservateurs, comme le prouve le Congrès des Trade Unions qui a approuvé, quoique de justesse, sa politique. Dans son discours à la Chambre des Députés, le 20 juillet,

il déclarait : « Il faut une secousse qui réveille le potentiel humain de la nation et permette son utilisation la plus profitable à une augmentation des exportations et une réalisation des autres priorités nationales. Cette réorganisation ne peut être obtenue qu'en abaissant le niveau exagéré de la demande... La Chambre ne sous-estimera pas la signification profonde des mesures annoncées, leurs implications pour l'industrie et le degré de coopération et de discipline qui sera demandé à ceux qu'elles touchent ». Les mots que nous avons souligné doivent faire réfléchir : aucune cure du capitalisme n'est possible sans la collaboration des ouvriers, de leurs syndicats, de leurs représentants politiques. C'est cette collaboration que le « socialisme anglais » se promet d'obtenir, de gré ou de force. C'est là le rôle de toujours des réformistes, des « socialistes » démocrates, des « communistes » nationaux. L'Angleterre travailliste d'aujourd'hui montre comme dans un miroir ce que veut la « gauche démocratique » française, « communiste » en tête, ce que veulent les défenseurs « de gauche » de la grandeur nationale et de l'expansion industrielle.

Directeur - Gérant
F. GAMBINI
B. P. 375 Marseille-Colbert
IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})
Dépôt légal 28794, déc. 63, Paris
Distribué par les N.M.P.P.